




## ECHANGE ET ANALYSE COLLECTIVE DE PRATIQUES PARTICIPATIVES

Quentin Mortier  
SAW-B  
Julien Charles  
CESEP

 Analyse 2016

L'association Flora a pris l'initiative en décembre 2014 de réunir un échantillon assez hétéroclite de structures dans le but de susciter la constitution d'un réseau. L'association qui est elle-même un réseau avait identifié un besoin commun parmi ses membres : échanger sur ses pratiques participatives. Invités à rejoindre le groupe, SAW-B et le CESEP ont décliné l'invitation à s'insérer dans un tel réseau mais, dans le même temps, ont proposé d'animer un groupe de travail en vue d'échanger et d'analyser ses pratiques participatives.

DOSSIER  
« PARTICIPATION »

### Echange et analyse collective de pratiques participatives

Des pratiques participatives à la démocratie

Nous avons donc imaginé un cycle de rencontres qui, à partir des problèmes pratiques se posant aux membres du groupe dans le cadre de leurs projets participatifs, co-construirait une analyse de ces expériences pour, au final, réorienter potentiellement leur action. Le cycle avait une durée prévue d'environ un an. La proposition a été acceptée par Flora et le groupe de travail mis sur pied. Une première séance a été organisée en vue de présenter la démarche sur le fond et sur la forme. Les personnes qui ont accepté de s'y engager l'ont fait à titre personnel, mais avec le soutien de leurs institutions respectives : Maison de quartier Bonnevie, Croix-Rouge, Les Petits Riens, Maison Mosaïque, Maison des femmes de Schaerbeek, Maison de la participation d'Anderlecht<sup>1</sup>. Un cadre de confidentialité a aussi été établi.

La dernière étape du processus a consisté en l'écriture de deux analyses par ses co-animateurs, dont le contenu a été présenté et discuté avec le groupe de travail. La première tente de répondre à la question suivante : pourquoi et comment réunir des personnes et structures associatives aux pratiques participatives aussi diverses ? La seconde rend compte de l'analyse commune qu'il a été possible de réaliser au départ du partage d'une diversité de pratiques. Elle repose surtout sur la dimension politique de la participation.

Dans le cadre de la première de ces deux analyses, celle-ci, le dispositif sera décrit, la diversité des pratiques sera évoquée et, enfin, des éléments de réponse à la question libellée plus haut seront apportés.

<sup>1</sup> Maison Biloba-Biloba Huis a aussi contribué aux débats mais n'a pas partagé de pratique participative.

## LE DISPOSITIF MISE AU POINT

### Une grille de questionnement

La démarche a commencé par la proposition d'une grille de lecture et de présentation commune des différentes démarches participatives. Cette grille a été élaborée par les animateurs et ensuite proposée et validée par le groupe. Elle se présente sous la forme d'une liste de questions, classées par thématiques. Elle avait pour but, sur base des réflexions antérieures des animateurs, d'orienter le regard des participants au groupe vers des dimensions de la participation généralement négligées.

#### Grille de partage et analyse de pratiques participatives

##### 1/Contexte

- Qui est l'initiateur, l'organisateur du projet ? Quels sont les éventuels partenaires ?
- Quelle a été votre place dans le projet ?
- Quel est l'historique du projet, sa ligne du temps ?
- Quelle est l'étendue géographique du projet ?
- Quel a été la localisation, le nombre, la longueur et la fréquence des rencontres ?
- Quelles est la raison d'être de la démarche ?
- Quel est le rapport de l'organisation à l'idéal participatif ou démocratique (valeurs et/ou contraintes réglementaires, etc.) ?

##### 2/ Les participants (escomptés et effectifs)

- Qui est invité à participer ? Qui participe ? A quel titre ?
- Quelles motivations et capacités sont attendues des participants ?
- Quels critères formels/informels, implicites/explicites de sélection éventuels ?
- Quelles modalités de sortie/d'entrée dans le projet ? Comment les nouveaux sont-ils accueillis ? Qui a éventuellement quitté le projet en cours et pourquoi ?
- Comment les participants sont-ils « préparés » à participer ?
- Qui ne participe pas ? Qui n'est pas invité à participer ?

##### 3/ Objet(s) de la participation (escomptés et effectifs)

- A quoi participe-t-on exactement ? Qui le décide ?
- Quels sont les produits de la participation ? (interpellation politique, compte-rendu, décisions, modifications matériels, conflits...) ?
- Quelle est la capacité d'influence, prévue et effective, du processus de participation ? Sur qui/quoi ?
- Quelle trace est-il laissé de chaque rencontre ? Comment est-elle produite ?

##### 4/ Objectif(s) de la participation (escomptés et effectifs)

- Pourquoi les participants participent-ils ? A quelles fins les participants s'engagent-ils dans la participation ? participe-t-on ?
- Quelle est l'intention du projet ?
- Comment les objectifs sont-ils partagés avec les participants ?

##### 5/ Modalités(s) de participation (escomptées et effectives)

- Une méthode particulière a-t-elle été mise en œuvre ?
- Qui anime les rencontres ? Comment ?
- Qu'échangent les participants ?
- Qu'est-ce qui est reconnu comme étant une bonne contribution ?

- Que doivent-ils tenir hors de cet espace participatif, sacrifier en quelque sorte ?
- Comment sont gérées les différences entre participants ?
- Quelle est la publicité des échanges ?

#### 6/ Portée de participation (escomptée et effective)

- Qu'est-il fait des traces et produits ? Que sont-ils devenus ?
- Quels impacts ? Quels résultats ? Quels effets ? Quelle diffusion au projet participatif ?
- Quelle évaluation du projet ? Comment ? Par qui ? Que dit cette évaluation ? Et quels sont ses éventuels effets ?
- Quelles suites au projet ? Et quel suivi ?
- Quel lien du projet avec d'autres acteurs (e.a. politiques) ?

#### 7/ Un moment significatif

Après avoir répondu aux questions, décrivez un moment significatif de ce projet, pour lui « donner chair ». Et pourquoi ce moment-là ?

#### 8/ Réflexivité

Qu'est-ce que l'utilisation de cette grille pour rendre compte de votre pratique participative vous pose comme autre(s) question(s) ?

Avant d'utiliser la grille, chaque membre du groupe a été invité à choisir la pratique participative à partager avec les autres membres. Pour ce faire, nous avons à la fois ouvert et limité le champ des possibles. D'une part, nous n'avons pas donné de définition *a priori* de la participation et donc de ce que serait une pratique participative (*a fortiori* une « bonne » pratique participative). Le choix de qualifier telle ou telle pratique de « participative » revenait donc à chaque membre du groupe. D'autre part, nous avons énoncé deux conditions d'éligibilité : premièrement, le projet retenu devait être suffisamment « substantiel » pour pouvoir répondre à une majorité des questions contenues dans la grille et deuxièmement l'auteur du compte rendu devait être suffisamment informé du projet et impliqué dans celui-ci, c'est-à-dire probablement en être l'animateur ou l'instigateur.

Quelques précisions ont encore été apportées quant à l'utilisation de la grille de questionnement. Celle-ci a été présentée comme un outil mis à disposition du groupe, permettant à chacun de préparer un compte rendu d'une pratique mais aussi potentiellement de tendre vers une analyse commune de pratiques forcément diverses (étant donné la diversité des membres du groupe et l'absence de définition stricte de la participation). L'outil proposé n'était pas imposé et, d'ailleurs, certains membres du groupe ne l'ont pas utilisé ou en tout cas pas tel quel. Nous avons d'ailleurs explicitement invité les membres du groupe à plutôt la voir comme source d'inspiration et à ne surtout pas rester bloqué devant une question qui ne trouverait pas à s'appliquer selon eux.

L'outil ainsi mis au point devait servir à préparer le témoignage d'une pratique participative devant le groupe. Les modalités concrètes du témoignage étaient elles aussi laissées à l'appréciation de chacun, invité à par exemple utiliser divers supports à l'appui de la présentation (documents, photographies, vidéos...).

Avant de se lancer dans la préparation de son témoignage et de la première analyse individuelle d'une pratique participative, chaque membre du groupe a été invité à communiquer aux animateurs une courte note présentant la pratique de son choix. Au besoin, les animateurs ont pris contact avec l'auteur de la note en vue de clarifier certains éléments ou de sélectionner une pratique respectant davantage le cadre proposé au groupe. Dans les faits, les propositions formulées par les participants ont toutes été suivies.

## Les témoignages et leur première analyse

Au rythme de deux présentations par rencontre (à chaque fois d'une demi-journée), les membres du groupe ont pu avoir accès à l'ensemble des pratiques participatives sélectionnées. Les pratiques suivantes ont été présentées, en s'appuyant sur la préparation réalisée par chacun le cas échéant au moyen de la grille présentée plus haut.

La Maison de Quartier Bonnevie est active au centre de Molenbeek-Saint-Jean, une des communes de Bruxelles. L'association se donne comme ambition de travailler avec les habitants à l'amélioration des conditions de vie et d'habitat. Elle a mis en place un groupe appelé ALARM. Des personnes victimes de logements insalubres, fréquentant les « permanences logement » de la maison de quartier s'y rassemblent depuis 2001. Elles veulent « collectiviser le problème », identifier des obstacles au logement décent et réfléchir collectivement à des solutions. De cette manière, le groupe entend s'engager concrètement en faveur du droit au logement pour tous et n'hésite pas à interpeller les pouvoirs publics. Aujourd'hui, les réunions mensuelles rassemblent de 10 à 15 personnes durant quelques heures. Ces rencontres se veulent à la fois consultatives, formatives et créatives. Elles ont pour matière première les expériences respectives des uns et des autres. Depuis quelques temps, le groupe s'est engagé dans la réalisation collective de plusieurs documents vidéo mêlant fiction et réalité.

Les Petits Riens est le nom d'une association qui se présente sur son site web comme « *une entreprise d'économie sociale dont la mission est d'accompagner les personnes en difficulté afin qu'elles gagnent de l'autonomie de façon durable* ». La pratique participative dont il a été question est un projet de rénovation et agrandissement d'un magasin de seconde main de l'association. Convaincue des vertus de la participation en termes de confiance, reconnaissance et implication des différentes personnes concernées (employés, bénévoles, clients), l'idée est défendue et acceptée de mener le projet de manière participative. Le processus participatif est marqué par la diversité des personnes potentiellement impliquées, un enjeu financier de taille et les limites de l'influence du responsable du projet sur la décision finale. Le chemin emprunté est étroit et navigue entre l'information de tout un chacun, la consultation sur certaines thématiques et la codécision la plus large possible.

En vue d'améliorer ses épiceries sociales, la Croix-Rouge a mis en place un groupe de travail composé de salariés et de volontaires. L'intention est d'identifier, clarifier et transmettre un cadre commun à ces épiceries sociales, articulant valeurs et principes de l'institution d'une part, pratiques et besoins de terrain d'autre part. Plutôt que de dessiner ce cadre « depuis les bureaux », un processus participatif assez circonscrit est mis en place. Trois journées de réflexion sont ainsi animées. Par la suite, des adaptations organisationnelles ont été lancées au sein des épiceries sociales non sans poser question.

A partir d'un atelier sur l'apprentissage des nouvelles technologies (initiation à l'informatique et à la bureautique) constitué d'une dizaine de femmes aux origines culturelles diverses, initié au sein de la Maison Mosaïque, une association lancée par Vie Féminine, la proposition est faite de mise en place d'un projet collectif et participatif. Les objectifs de ce projet complémentaire à la formation sont énoncés comme suit : renforcer les capacités individuelles et collectives, développer un esprit critique dans l'utilisation des outils technologiques, créer un espace d'échange entre les participantes. Au final, l'expérience s'est avérée riche d'enseignements sur la méthodologie et la finalité du projet. Elle pose la question du lien à éventuellement établir entre participation et émancipation.

La journée internationale des femmes est fêtée chaque année le 8 mars. La Maison des femmes de Schaerbeek, initiée et gérée par la commune qui la présente comme « un lieu de rencontre et d'échanges multiculturels ouvert à toutes les femmes, sans distinction d'âge, de nationalité ou de milieu social », contribue à cette journée du 8 mars en organisant une parade publique. Avec une série de partenaires, des ateliers créatifs sont organisés pour préparer cette sortie collective en rue de femmes qui n'en ont pas l'habitude pour certaines.

La participation prend donc ici une forme très concrète. L'idée sous-jacente est pourtant bien celle de la citoyenneté étant donné l'égalité mise en œuvre et l'éducation à la participation publique ainsi opérée.

La Maison Mosaïque se présente comme « *un lieu de rencontres, d'échanges, de formations pour les femmes de toutes origines, visant à l'autonomie et à la citoyenneté* ». Elle est implantée dans un quartier de Laeken où plus de la moitié de l'équipe est à la fois animatrice bénévole et participante de longue date. Emanation de Vie Féminine, les objectifs féministes de déconstruction des stéréotypes sont clairement énoncés dans la vision de l'association. La pratique participative partagée est relative au développement d'un projet de frèperie solidaire menée par et entre les femmes.

Articulant information et aiguillage des citoyens sur le plan administratif (démarcherie) et soutien à la participation citoyenne (soutien aux comités de quartier et implication des habitants dans la vie communale), la Maison de la participation est un projet communal. La Maison a été fortement impliquée dans la préparation d'un Agenda 21 local. De nombreux ateliers participatifs ont ainsi été préparés et animés avec l'aide d'un bureau d'étude. Cette pratique participative a été aux prises avec les exigences de la politique locale telle qu'elle est mise en œuvre par ses édiles.

Chaque présentation était suivie d'un double moment de discussion. Primo, un temps pour clarifier ce qui devait encore l'être. Deuxio, un temps pour tenter de formuler des questions faisant le lien entre le dernier témoignage et les précédents, des questions que nous avons qualifiées de « transversales ». Une liste de ces questions transversales s'est constituée, au fur et à mesure des témoignages successifs. Lorsqu'il a fallu en faire une synthèse, nous nous sommes rendu compte que les thématiques structurant la grille de questionnaire pouvaient servir à les classer.

A titre d'exemple, voici quelques questions transversales qui ont été formulées au fur et à mesure des témoignages des pratiques et de leur analyse :

- Comment mettre en place un processus participatif dans une structure qui ne l'est pas ou peu ? Comment étendre et renouveler une expérience ponctuelle de participation ?
- Que faire des différences entre les participants ? Faut-il les ignorer et mettre l'accent sur ce qui leur est commun ou au contraire les intégrer dans le processus participatif ?
- Qu'est-ce que participer ? Est-ce : être présent, faire partie, collaborer, coopérer, décider ensemble, co-construire ?
- Quels changements institutionnels sont-ils souhaitables au sein des instances décisionnelles de nos organisations pour y permettre davantage d'implication des « usagers » ou « participants » ?
- Quelle évaluation de la participation est-il possible de réaliser ? Selon quels critères (quantitatifs et/ou qualitatifs) ?
- En quoi le cadre qui permet la participation est-il parfois remis en question dans le cours de la participation ? Qu'est-ce que la participation a comme effet sur le cadre ? Comment la mise en œuvre de processus de participation renvoie-t-elle des questionnements à la structure qui l'initie ?

### **Une prise de hauteur**

Au terme de l'ensemble des présentations et de la formulation d'une synthèse des questions transversales, un regard plus distant a été porté sur les pratiques ainsi partagées. Les animateurs ont en effet tenté d'identifier quelques questions saillantes communes et d'y apporter des éléments de réponse, puisés à la fois dans les études scientifiques disponibles et dans quelques illustrations issues d'un cercle de pratiques plus large que celui désormais connu des participants au groupe. Les questions traitées et réponses correspondantes ont été les suivantes : Qu'est-ce que la participation ? Quelle définition

donner à la participation qui permette d'inclure toutes les pratiques annoncées au sein du groupe (allant de processus participatifs au sein d'une entreprise sociale à des consultations publiques de citoyens en passant par des projets associatifs réservés aux femmes d'un quartier) ? Quelles sont les conditions de la participation ? Pour quoi et à quoi participe-t-on ?

La conclusion de ce moment de réflexion a été de proposer un point commun entre les différentes pratiques participatives partagées. À savoir le potentiel de la participation à contribuer à la démocratisation de la démocratie. Un peu à la manière du philosophe Jacques Rancière qui, pour définir le politique, renvoie à la « *part des sans-part* » vue comme « *la manifestation d'une capacité de n'importe qui* »<sup>2</sup>. Le politique, défini comme le jeu des pratiques guidées par la présupposition de l'égalité de n'importe qui avec n'importe qui et le souci de la vérifier est du coup à distinguer de la politique. Celle-ci est définie comme le processus de rassemblement des hommes en communautés et l'organisation de leur consentement<sup>3</sup>.

### Un dernier rebond

La démarche d'échange et d'analyse collective de pratiques participatives s'est poursuivie par l'approfondissement d'un sujet soulevé avant. Le thème de la dimension politique de la participation a été proposé par les animateurs et retenu par le groupe. La manière de l'approfondir a été ouverte aux propositions et suggestions des participants. C'est ainsi que deux acteurs ont été identifiés pour leurs pratiques participatives jugées a priori de nature fortement politique. Il s'est agi de Periferia et de Médecins du Monde. Contact a été pris avec un membre de chacune de ces deux associations qui ont l'un et l'autre accepté de participer à un débat collectif sur le sujet. Dans leurs exposés, la première association s'est montrée particulièrement attentive à l'amont de la participation, notamment en travaillant avec des publics inattendus. La deuxième s'est intéressée notamment à l'aval de la participation, avec la contribution au plaidoyer politique de groupes de femmes contribuant et bénéficiant aux/des services d'accès à la santé mis en place par l'ONG.

Le débat qui a suivi la double présentation a surtout porté sur le dilemme entre l'importance accordée au processus de participation d'une part et l'attention portée à ses résultats, que ce soit en termes de changements individuels mais aussi collectifs, internes au groupe mais aussi externes. Dans ce cadre, une discussion a porté sur le fait de savoir comment cette question est traitée par les organisateurs de la participation et comment elle est perçue par les participants, avant et durant la démarche ? Parmi les pistes discutées se trouve celle de passer, au cours du dispositif participatif, par une prise de parole publique. Une telle étape peut en effet jouer un rôle dans la mise à l'agenda politique d'une question portée par un groupe via une démarche participative.

### Evaluation et suites

Une avant-dernière séance a permis de retracer l'ensemble du chemin parcouru collectivement et de l'évaluer. Certains éléments de cette évaluation peuvent être mentionnés ici. Quelques difficultés ont été pointées en ce qui concerne la constitution du groupe, notamment la difficulté à partager ses pratiques et à les discuter, les mettre en question et en débat au sein du groupe, tout en évitant à la fois le consensualisme mou et le jugement de valeur parfois trop dur. Malgré ces difficultés, plus ou moins partagées par les différents membres du groupe, il ressort de l'évaluation que des enjeux communs ont bien été identifiés (par exemple : le temps que prend la participation et la réflexion sur celle-ci, la question de l'évaluation de la participation, la dimension politique de la participation), au départ de pratiques a priori très distantes les unes des autres. Parmi les effets directs de

<sup>2</sup> RANCIERE J., « Universaliser la capacité de n'importe qui », dans RANCIERE, *Et tant pis pour les gens fatigués*, Editions Amsterdam, Paris, 2009, p. 495.

<sup>3</sup> RANCIERE J., *Aux bords du politique*, Gallimard, Paris, 2012.

la participation au groupe de travail a été citée, entre autres choses, l'accentuation possible de la contradiction entre la vision personnelle, institutionnelle et politique de la participation de chaque membre. Finalement, n'est-ce pas là un des objectifs de tout dispositif d'éducation permanente ?

Lors de cette séance, il a aussi été décidé du principe et de la manière de rendre compte de la démarche à l'extérieur du groupe. Le processus de production et validation de ces deux analyses a été décidé à ce moment. Une présentation de la démarche pourrait aussi avoir lieu lors d'une journée d'étude organisée par Flora en décembre 2016.

## DE L'INTÉRÊT D'UNE TELLE DIVERSITÉ

Pour conclure, nous pourrions apporter une réponse à la question de l'intérêt de réunir les porteurs de pratiques participatives a priori aussi diverses. Les éléments de réponse trouvés au final nous semblent tenir en ces quelques propositions, tant sur le fond que sur la forme.

La démarche a permis d'identifier des points communs entre des pratiques participatives qui n'étaient pas visibles a priori, notamment des enjeux et des questions transversales. Elle a permis, sur ces points, d'établir les bases d'un échange de pratiques et savoir-faire entre les membres du groupe. Ce premier résultat a confirmé l'intérêt d'une définition large de la participation ou plus précisément d'une définition a posteriori : en entrant dans la démarche, la participation n'était pas définie, elle l'est par contre davantage à la sortie du dispositif. Baser l'animation des réunions sur ce processus a permis au groupe de construire progressivement, de s'approprier et de défendre une conception politique de la participation qui aurait sans doute été jugée abstraite et inopérante si elle avait été imposée d'emblée par les animateurs. Ainsi, souligner la dimension politique de la participation ou, pour la nommer autrement, la dimension potentiellement émancipatoire de pratiques participatives a permis d'ouvrir une distinction utile en des temps où la participation est mise à toutes les sauces. C'est précisément la question qu'aborde la deuxième analyse sur les conditions de la participation et son ancrage démocratique. Le dispositif a en tout cas renforcé les capacités des membres du groupe à évaluer leurs propres pratiques en ces termes (« En quoi ma pratique participative est-elle politique, contribue-t-elle à davantage de démocratie ? »).

L'intérêt de la démarche est aussi à trouver dans la forme prise par le dispositif. Celui-ci a réuni des personnes qui, ensemble, ont constitué un groupe de pairs. Il a été animé par deux personnes pouvant être considérées comme des tiers. Au final, le dispositif a permis de rendre compte, de partager et d'analyser les tensions qui naissent inévitablement quand de la participation est introduite au cœur du triangle croisant les idéaux politiques, les positionnements en tant que travailleur et un cadre institutionnel donné. Revers de la médaille, c'est aussi ce positionnement particulier, dans un entre-deux (ou « entre-trois » plus précisément) qui rend délicate la communication du contenu des discussions. Répétons-le, celles-ci étaient à la fois entre personnes, entre travailleurs et entre institutions. Mais c'est bien aussi là que réside la richesse des échanges vécus par chacun des participants au groupe et emportée par lui.

**Pour citer cette analyse :** Quentin MORTIER et Julien CHARLES, « Echange et analyse collective de pratiques participatives », Analyse, SAW-B [en ligne : [www.saw-b.be](http://www.saw-b.be)], 2016.

**Mots-clés :** pratiques participatives, démocratie, émancipation, égalité, échange et analyse collective de pratiques

## LES ANALYSES DE SAW-B



*Les analyses de SAW-B sont des outils de réflexion et de débat. Elles posent un regard critique sur les pratiques et objectifs des entreprises sociales mais aussi sur notre société, nos modes de consommation, de production. Leur visée est de comprendre les réalités, décoder les enjeux et, collectivement, construire les réponses aux difficultés rencontrées par les alternatives économiques.*

*Ces textes sont le résultat des interpellations des acteurs de terrain et de nos recherches. Vous pouvez y contribuer : faites-nous part de vos questions, commentaires et propositions en amont ou en aval de ces textes. Si vous le souhaitez, nous sommes à votre disposition pour aborder, au sein de votre entreprise sociale ou de votre collectif citoyen, les thèmes traités dans ces analyses. Contactez-nous : [info@saw-b.be](mailto:info@saw-b.be)*



SAW-B, Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises, est une fédération d'entreprises d'économie sociale qui regroupe plus de 120 membres. Nous cherchons à faire mouvement pour l'alternative économique et sociale.

Nos actions : défendre et représenter l'économie sociale ; soutenir et accompagner des porteurs de projets d'économie sociale ; susciter une réflexion critique à propos des alternatives économiques, avec les travailleurs des entreprises d'économie sociale et avec les citoyens investis dans des initiatives solidaires.

SAW-B est reconnue comme agence-conseil par la Wallonie et comme acteur d'éducation permanente par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Toutes nos analyses sont sur [www.saw-b.be](http://www.saw-b.be).

